



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

COORDINATION DES RÉPONSES DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ À L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ILLÉGALE PROGRAMME UNIVERSITAIRE BIOGRAPHIES

Leadership

Mme Amanda Dory est directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, situé à la National Defense University à Washington, DC. Avant cette nomination, elle occupait le poste de secrétaire adjointe principale à la défense pour les affaires de sécurité indo-pacifique. Mme Dory est membre de carrière du Senior Executive Service. Mme Dory a occupé plusieurs postes de direction au sein du bureau du secrétaire à la défense pour la politique, notamment en tant que sous-secrétaire à la défense par intérim pour la politique, secrétaire adjoint à la défense pour les affaires africaines, secrétaire adjoint à la défense pour la stratégie et secrétaire adjoint à la défense par intérim pour les plans et la posture. Elle a également fait partie du corps enseignant de l'École nationale supérieure de guerre et a été doyenne associée chargée de la sensibilisation. Elle est diplômée de la School of Foreign Service de l'université de Georgetown et a obtenu un master en économie internationale et en études africaines à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Elle est membre du Conseil des relations extérieures.

Dr. Catherine Lena Kelly est doyenne académique par intérim et professeure agrégée de justice et d'État de droit, et responsable des portefeuilles du CESA sur l'État de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Ses travaux portent sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'État de droit et la criminalité transnationale organisée. Elle est également membre à durée déterminée du Council on Foreign Relations.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Kelly conseillère à l'American Bar Association Rule of Law Initiative, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda. Elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie en tant que boursière postdoctorale à l'université Washington de Saint-Louis. Au Foreign Service Institute du département d'État, Dr Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique de l'Ouest et a co-dirigé les modules sur la gouvernance et la religion dans le cours sur les études régionales. Elle a obtenu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse publique Mellon/American Council of Learned Societies, une subvention de l'Association de recherche sur l'Afrique de l'Ouest, plusieurs subventions de l'Université de Harvard, et deux bourses du ministère américain de l'éducation pour les langues étrangères et les études régionales pour la langue wolof et dix-huit mois de recherche doctorale au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de

nombreuses publications, tant sous forme de livres que dans des revues politiques et universitaires.

Dr Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration publique de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence avec mention très bien de l'Université de Washington à St Louis.

Animateurs et panélistes

Oye

Ms. Christiana Assambou is Deputy Public Prosecutor at the Specialized Prosecutor's office. Since her integration into the body of the judiciary, she has held the positions of judge at the seat, investigating judge, Director of International Cooperation at the Ministry of Justice, Deputy Public Prosecutor at the Court of First Instance of Libreville, before to be responsible for these same functions of the specialized prosecutor's office.

After obtaining her baccalaureate, she enrolled in the Faculty of Law and Sciences and Economics of the OMAR BONGO University, where she obtained a Master's degree in Private Law.

Passionate about justice and legal professions, she accepted the entrance exam to the National School of Magistracy and left with a diploma in judicial studies.

Native of Port-Gentil in the province of Ogooué Maritime, Christiana NGOUANGA married ASSAMBOU born on December 17, 1978, is the eldest of a large family.

Dr. Nathaniel Allen est professeur associé pour les études de sécurité, chargé de superviser la programmation académique du CESA sur la cybersécurité et les opérations de soutien à la paix et d'intégrer ces considérations dans la recherche et les activités de sensibilisation du Centre. Son travail se concentre sur les questions cybernétiques, les technologies émergentes, les relations civilo-militaires et les partenariats régionaux de sécurité en Afrique. Avant de rejoindre le CESA, Dr Allen était conseiller politique au sein du groupe de travail sur l'extrémisme dans les États fragiles de l'Institut américain pour la paix. Il a également travaillé au Bureau des opérations de conflit et de stabilisation du Département d'État américain, pour les commissions des affaires étrangères et des services armés de la Chambre des représentants des États-Unis, et avec le NORC au département des projets internationaux de l'Université de Chicago. Les recherches de Dr. Allen ont été publiées dans des revues et journaux politiques de premier plan. Il a reçu des bourses de l'American University, de la Robertson Family Foundation et de l'Institut américain de la paix, où il a été boursier Williams Jennings Randolph pour la paix en 2016-2017. Il est membre à durée déterminée du Council on Foreign Relations. Dr. Allen est titulaire d'un doctorat en relations internationales et études africaines de la Johns Hopkins University School of Advanced International Studies, d'une maîtrise en études du développement de la Woodrow Wilson School de l'université de Princeton, et d'une licence en sciences politiques du Swarthmore College.

Général de Brigade Dieudonné David Kitenge Amisi est écologiste et officier militaire de formation avec vingt-six ans d'intégration encadrée dans le milieu professionnel, y compris vingt ans de service militaire au sein des Forces Armées de la République démocratique du Congo (1998 - 2018) et Cinq ans de service paramilitaire au sein du Corps de Protection des Parcs Nationaux et réserves naturelles apparentées (CorPPN, de 2018 à nos jours). Au cours de sa carrière, il a également été Chargé des conférences sur les Enjeux Environnementaux et de Conservation de la Nature à l'École de Guerre de Kinshasa, Chargé des Cours d'Administration et Logistique OPS Cours de Base d'Etat-Major (CBEM), Chef Département Etudes et Doctrine au Commandement Général des Ecoles Militaires (CGEM), Assistant Chef d'Etat Major de Force Terrestre, Commandant 8ème Région Militaire (Nord KIVU) en Second en charge Administration et Logistique 2006 à 2009, Directeur de Formation militaire à la Structure Militaire Intégration en 2006, et Conseiller Militaire du Ministre de Défense Nationale de 2003 à 2005.

Le Général Kitengé est diplômé d'un Master Exécutif en Sécurité Internationale (Management stratégique et opérationnel des risques), double Diplômé des Hautes études de stratégie et de défense de l'Université de défense de Chine et du Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense / CHESD RD CONGO, et Licencié en Ecologie et Conservation de la Nature de l'Université de KISANGANI/RDC. Polyglotte, il s'exprime bien en Swahili, Lingala, Français et Anglais.

M. Martin Ewi est coordinateur technique du projet ENACT (Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime, en français Renforcer la capacité de l'Afrique à répondre plus efficacement à la criminalité transnationale organisée) à l'Institut d'études de sécurité (ISS) de Pretoria, en Afrique du Sud. À ce titre, il mène des recherches et des analyses, coordonne et gère les cinq observatoires régionaux de la criminalité organisée en Afrique, surveille les tendances, émet des recommandations et fournit une formation et une assistance technique. Auparavant, il a été chercheur principal à l'ISS sur le terrorisme, la lutte contre le terrorisme, la radicalisation et l'extrémisme violent en Afrique. Avant de rejoindre l'ISS en 2010, Martin a également été chargé des affaires politiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye et responsable de l'unité de sécurité stratégique de l'Union africaine et de l'analyse antiterroriste.

Le Colonel de Police Michel Koua a été nommé secrétaire permanent de l'Organisation de coopération des chefs de police centrafricains (CAPCCO), prenant ses fonctions au bureau régional de Yaoundé d'Interpol en 2018. Il a terminé son service à CAPCCO en avril 2023. De 2016 à 2020, il a été Chef du Bureau régional d'INTERPOL pour l'Afrique centrale, ayant précédemment servi à INTERPOL depuis 2012. Auparavant, il a servi depuis 1989 dans une carrière décorée à la Police Technique et Scientifique (PTS) avant d'être affecté en police judiciaire où il a passé la plus grande partie de sa carrière.

Dans son parcours scolaire, universitaire et professionnel, il a obtenu les diplômes ci-après : le Certificat d'Etudes Primaires et Élémentaires (CEPE), le Brevet d'Etudes Moyennes Générales (BEMG), le Baccalauréat série D, le diplôme d'Expert criminaliste pour les enquêtes sur les documents à l'Institut criminalistique de Berlin, le diplôme de formateur à l'École Nationale Supérieure de police du Congo où il a dispensé les cours sur la Police Technique et Scientifique (PTS) et sur la procédure policière écrite, le Certificat d'INTERPOL dans le domaine de la coopération policière internationale et celui d'instructeur INTERPOL. Il est détenteur d'une

Licence professionnelle option GRH, obtenue à l'Institut Supérieur MATAMFEN de Yaoundé et d'un Master professionnel en Paix et Sécurité option Maintien de la Paix, obtenu à l'Université de Maroua au Cameroun.

Il est marié et père de quatre (04) enfants.

Originaire du Cameroun, **Denis Mahonghol** a 23 ans d'expérience dans le domaine de la gouvernance forestière et de la conservation des forêts en Afrique centrale. Il travaille principalement sur la recherche forestière, le commerce, la traçabilité et la légalité du bois, l'application des lois forestières et fauniques, le renforcement des capacités des institutions publiques dans la prise de décision et le suivi du commerce des espèces sauvages (faune et flore). Dans sa riche carrière, il a également travaillé à l'accompagnement stratégique des peuples autochtones et communautés locales riveraines ou détentrices des forêts, pour leur implication, participation à leur gestion durable.

Entre 2000-2005, Denis travaille en tant qu'expert en développement de la foresterie communautaire aux niveaux national et international. Entre 2005-2008, il s'engage avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO : www.fao.org) en tant qu'Expert Associé, Foresterie Communautaire et de 2009-2010, il travaille avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE -www.unep.org) en tant que chef de la composante Forêt et Environnement pour l'évaluation environnementale post-conflit de la RDC.

Depuis 2010, il travaille avec le réseau des Spécialistes du commerce des espèces sauvages - TRAFFIC International où il suit les marchés du commerce des espèces sauvages (Faune et Flore) afin que ce commerce soit légal et durable, dans l'intérêt de la planète et des populations. Il a tour à tour été Chargé de Programme Commerce de bois et Chargé de Programme Senior de TRAFFIC pour le Bureau Programme pour l'Afrique centrale.

Il occupe depuis Juillet 2020, La fonction de Directeur du Bureau Programme de TRAFFIC International pour l'Afrique centrale, basé à Yaoundé, au Cameroun. Denis est titulaire d'un diplôme d'Ingénieur des Eaux, Forêts et Chasses et d'un Master en Aménagement et Gestion Participative des Ressources Forestières.

Makanatsa Makonese est titulaire d'un doctorat en droit de l'université du Zimbabwe, avec une spécialisation dans le droit des femmes, le droit environnemental et foncier et le droit international des droits de l'homme. Sa passion est d'utiliser le droit, les constitutions nationales et les cadres internationaux des droits humains pour promouvoir les droits humains et l'État de droit, en particulier en ce qui concerne les droits des femmes, les droits fonciers, les droits environnementaux, l'égalité et la non-discrimination et l'accès à la justice.

Elle a travaillé comme secrétaire exécutive et directrice générale de la Commission des droits de l'homme du Zimbabwe, secrétaire exécutive et directrice générale de l'Association des juristes de la SADC (Botswana et Afrique du Sud), avocate principale en droit de l'environnement et coordinatrice du programme sur le genre pour l'Association du droit de l'environnement du

Zimbabwe, responsable de la défense des intérêts pour la Société de protection de l'enfance du Zimbabwe et magistrate au Zimbabwe.

Elle est actuellement directrice nationale (Afrique du Sud) et chef de partie adjointe pour le programme des droits de l'homme en Afrique australe de l'initiative État de droit de l'American Bar Association, basée à Johannesburg. Elle a publié des ouvrages dans les domaines du droit et des droits fonciers, du droit de l'environnement, du droit et des droits des femmes, du droit coutumier, de l'indépendance judiciaire et du rôle de la profession juridique dans la promotion des droits humains, de l'accès à la justice et de l'État de droit.

Makanatsa a travaillé avec des entités des Nations unies au Botswana, au Zimbabwe, en Ouganda, au Kenya et au Liberia pour développer des cadres nationaux pour la promotion et la protection des droits des femmes et des filles, la promotion de l'égalité des sexes et l'accès à la justice. Elle a également travaillé avec l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD) sur la participation et le leadership des femmes dans les systèmes de justice coutumiers et informels.

Avant de prendre sa retraite en mars 2022, **le capitaine de vaisseau Loïc N. Moudouma** a occupé pendant trois ans le poste de chef adjoint de l'état-major de la marine gabonaise.

De 2017 à 2018, le capitaine Moudouma a travaillé à l'état-major interarmées en tant que directeur général adjoint des forces armées gabonaises. Pendant son séjour, il s'est occupé de la planification de la force conjointe, des questions relatives aux frontières maritimes, de l'exploitation minière illégale, du braconnage et de toutes les activités illégales en mer (sécurisation de l'économie bleue). De 2014 à 2017, il a été nommé directeur des opérations de la marine gabonaise et a lancé la mission ALBACORE Bob Baker (sécurisation et protection de l'économie bleue).

Auparavant, le capitaine Moudouma a travaillé à la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) en tant qu'expert en matière d'aspects maritimes. Ses contributions politiques comprennent 1) la stratégie de sauvegarde des intérêts vitaux en mer pour les États de la CEEAC du golfe de Guinée ; 2) le code de conduite du processus de Yaoundé ; et 3) la stratégie maritime intégrée du Gabon.

Actuellement, le capitaine Moudouma travaille avec les opérations de normalisation de l'ONUDC pour lutter contre la criminalité maritime en mer ; il contribue à la mise en œuvre de la stratégie maritime intégrée du Gabon et organise les actions maritimes intégrées du golfe de Guinée pour les opérations de sûreté et de sécurité regroupant les marines locales et étrangères. Il est diplômé de l'U.S. Naval War College de Newport.

Dr. Martha Mutisi est une universitaire et une praticienne avec plus de 15 ans d'expérience à l'intersection de la paix, de la sécurité, de la résolution des conflits, de la gouvernance et du développement. Elle est actuellement spécialiste principale du programme Démocratie et gouvernance inclusive (DIG) au Centre de recherches pour le développement international

(CRDI). Son rôle est de soutenir et d'entreprendre des recherches et des analyses politiques fondées sur des données probantes qui aident les citoyens et les autorités publiques à s'attaquer aux sources des conflits violents, de l'insécurité, de la fragilité et de la mauvaise gouvernance, tout en reconnaissant qu'il est impératif d'adopter une approche sexospécifique pour trouver des solutions.

Auparavant, Mutisi a brièvement travaillé pour ONU Femmes (Zimbabwe) en tant que spécialiste principale du programme sur le genre, la paix et la sécurité. Avant cela, Mutisi était chercheuse principale et responsable du département des interventions chez ACCORD, où elle coordonnait les plans stratégiques et opérationnels du département, tout en apportant des contributions techniques et de fond. Martha Mutisi a supervisé les activités des unités de consolidation de la paix, de rétablissement de la paix, de maintien de la paix et de formation, ainsi que les programmes nationaux d'ACCORD. Mutisi a beaucoup travaillé avec des sociétés en situation de post-conflit et de transition. Elle a joué un rôle dans la formation des partis politiques, des acteurs du secteur de la sécurité et de la justice, ainsi que des organisations de la société civile au Burundi, au Liberia, en Sierra Leone, au Soudan du Sud et au Zimbabwe.

Mutisi a également travaillé en tant que consultante et conseillère, et avec de nombreuses organisations multilatérales, notamment l'Union européenne (UE), les Nations unies, l'Union africaine (UA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Force en attente de l'Afrique de l'Est (EASF). Mutisi a également été consultante pour l'Université pour la paix (UPEACE, Programme Afrique), l'Université du Zimbabwe-Centre d'études de défense, l'Université de défense nationale (Zimbabwe), l'Open Society Initiative of Southern Africa (OSISA) et l'Institute for Multi-Track Diplomacy (IMTD), entre autres.

Mutisi est également une personne ressource à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité (situé à l'université d'Addis-Abeba), où elle donne des cours dans le cadre du programme de master exécutif en études sur la paix et la sécurité (MPSA). Dr. Mutisi anime également divers cours au Centre régional de formation au maintien de la paix de la SADC, notamment le cours de formation des civils et le cours de protection des civils.

Mutisi a reçu une bourse Fulbright (2006-2010) et la bourse Josh Weston (2008-2010). Elle est titulaire d'un doctorat en analyse et résolution des conflits de l'université George Mason (États-Unis), d'un master en paix et gouvernance de l'université d'Afrique et d'un master en sociologie et anthropologie de l'université du Zimbabwe. Elle a codirigé un ouvrage intitulé « *Deconstructing Women, Peace and Security : A Critical Review of Approaches to Gender and Women's Empowerment* » (HRSC Press, 2016).

M. Louis Sosthène Ndong Obiang est Conservateur senior en charge du centre des opérations à l'Agence Nationale des Parcs Nationaux du Gabon. Dans le passé, il a également été Conservateur Senior chargé des Parcs de Lope, Plateaux Batéké et Monts du Chaillu (Waka-Birougou), Conservateur du Parc National de la Lope, et Conservateur du Parc National de Minkébé Est, parmi autres postes. M. Ndong Obiang a participé dans plusieurs formations et séminaires ; au fil de ses engagements, il a reçu un Certificat de Participation pour son dévouement à la réussite du séminaire combiné américain-gabonais sur les opérations civilo-militaires en appui à la lutte

contre les trafics illicites (avec Civil Affairs Team 8324, Bravo Company, 83rd Civil Affairs Battalion, US Army/US Embassy) ainsi qu'un Certificat du « Cour d'Enquêtes sur la Faune » du International Law Enforcement Academy, US Fish and Wildlife Service. M. Ndong Obiang est membre fondateur de l'Association des Rangers du Gabon, membre de la Fédération International des Rangers (IRF) et Président de l'Association des Rangers du Gabon. M. Ndong Obiang est titulaire d'un Master 2 en Gestion-Conservation de la Biodiversité (GCBio) et d'un diplôme d'Ingenieur des Techniques des Eaux et Forêts de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts du Gabon.

Oluwole Ojewale a obtenu un doctorat en planification urbaine et régionale. Il possède une expérience de haut niveau dans le soutien de projets d'influence politique par le biais de la sensibilisation, du conseil, de la collecte et de la diffusion de données dans 17 pays d'Afrique, d'Europe et du Moyen-Orient. À plusieurs reprises, il a été chef de projet, chef d'équipe et responsable de composantes pour des programmes de grande envergure qui ont attiré des financements de la part de grands partenaires internationaux du développement dans le Nord.

Il est actuellement coordinateur régional du bureau de l'Afrique de l'Ouest de l'Institut d'études de sécurité à Dakar, au Sénégal. Dans le cadre du programme ENACT, il recueille et diffuse des données probantes par le biais de recherches transnationales dans huit pays, et fournit des conseils stratégiques au Comité des chefs de police d'Afrique centrale. Ces activités visent à améliorer la réponse régionale aux menaces et aux tendances de la criminalité transnationale organisée.

Il a fait plus de 70 heures d'apparition dans les médias sur la BBC, France24, CGTN, AP, VOA, Newzroom Africa, News Central, AIT, TRT WORLD UK et de nombreux services de radio locaux. Il propose des solutions politiques sur des questions plus larges de démocratie et de développement, de gouvernance et de sécurité en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Il a été expert sur la « dynamique de la sécurité et du développement en Afrique » lors du Forum mondial sur la sécurité 2021 au Qatar. Ses contributions ont permis d'améliorer la compréhension par le public des principales questions de sécurité internationale et d'éclairer les débats politiques sur la sécurité en Afrique.

En 2021, il est intervenu lors d'un panel de l'université de Harvard sur la militarisation mondiale de la police, la liberté des Noirs et la solidarité internationale. En 2022, il a été membre du corps enseignant de l'Institut Madeleine K. Albright pour les affaires mondiales, aux États-Unis. Il a encadré 40 jeunes boursiers pendant trois semaines d'études intensives sur des questions d'importance internationale telles que le commerce des armes légères et les conflits en Afrique. Au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, il a présenté des politiques stratégiques à des hauts fonctionnaires africains chargés de la sécurité, sur le thème « Criminalité liée aux ressources naturelles et gouvernance des frontières en Afrique » et sur les priorités en matière de protection des forêts tropicales du bassin du Congo contre l'exploitation forestière illégale.

Il a publié des articles dans des revues à comité de lecture et a coécrit « Urbanization and Crime in Nigeria », publié chez Palgrave Macmillan en 2019. Ses commentaires politiques ont été publiés

dans Daily Maverick, Premium Times, Africa Report, Harvard Bulletin, LSE Blog, ISS Today, The Brookings Institution et The Conversation, entre autres.

Le général de brigade (retraité) Gaseikannngwe Ace Peke a pris sa retraite des forces de défense du Botswana en 2009 et a travaillé sous contrat de deux ans jusqu'en 2011 en tant que coordinateur de la stratégie de sécurité nationale au sein du cabinet du président.

Il s'intéresse aux réformes du secteur de la sécurité et à la gouvernance et a effectué plusieurs missions de conseil dans ce domaine, tant au niveau local que pour le compte d'organisations internationales.

Au sein des forces de défense du Botswana, il a occupé diverses fonctions, allant de celle d'ingénieur aéronautique à celle de chef d'état-major adjoint du personnel.

Il est titulaire d'une licence en sciences de l'université du Botswana, du Lesotho et du Swaziland et d'un master en administration publique de l'université d'Auburn, à Montgomery (États-Unis).

Edward Phiri est un expert expérimenté en matière de conservation de la faune et de la flore, qui a travaillé pendant 16 ans dans le secteur public de la faune et de la flore en Zambie. En 2012, il a rejoint l'équipe spéciale de l'Accord de Lusaka, basée à Nairobi au Kenya, où il s'est forgé une solide réputation pour promouvoir et animer la coopération dans la lutte contre le commerce illégal de la faune et de la flore sauvages. Actuellement directeur de l'équipe spéciale de l'accord de Lusaka, il dirige la mise en œuvre d'interventions visant à lutter contre le trafic d'espèces sauvages et d'autres activités illégales, notamment le braconnage, l'exploitation forestière illégale et la criminalité transnationale organisée liée aux espèces sauvages. Edward a lancé et mis en œuvre de nombreuses initiatives de renforcement des capacités et a fourni une expertise politique et technique aux organes décisionnels du secteur de la faune sauvage et de la sylviculture. Il a également contribué au développement et à l'amélioration du Wildlife Enforcement Monitoring System (WEMS), un système basé sur le web qui permet le suivi, l'analyse et le partage de renseignements relatifs à la criminalité liée aux espèces sauvages entre les États membres de l'accord de Lusaka en Afrique.

Titulaire d'un master en gestion et conservation des espèces commercialisées (cadre international), d'une licence en conservation de la nature et d'un diplôme en accords multilatéraux sur l'environnement et en gestion des ressources naturelles, Edward apporte une grande richesse de connaissances et d'expérience dans son rôle de sauvegarde de la précieuse faune et de la flore sauvages de notre planète.

Le capitaine Joaquim Pacheco Santos est un officier de marine à la retraite qui a été le représentant principal du Portugal au CESA. Il est actuellement invité à donner des cours sur le leadership et la gestion stratégique dans plusieurs universités portugaises.

Avant de rejoindre le CESA, le capitaine Joaquim Pacheco Santos a été assistant exécutif et conseiller du commandant de l'Académie navale de l'Angola à Luanda. De 2015 à 2017, il a été commandant de l'École des Marines et, de 2017 à 2018, commandant adjoint du Corps des Marines portugais. En outre, le capitaine Joaquim Pacheco Santos a été commandant du corps

des cadets à l'Académie navale portugaise de 2010 à 2013, chef du département de psychologie à l'Académie navale de 2005 à 2010 et chargé de cours sur le comportement organisationnel à l'Académie navale de 2005 à 2010. Le capitaine Santos a dirigé le département du comportement organisationnel et de la formation au leadership de 2002 à 2005, et a été commandant de l'unité de débarquement du corps des marines de 1999 à 2002.

Le capitaine Santos est titulaire d'un doctorat en gestion et comportement organisationnel (2015) de l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise (I.S.C.T.E) de Lisbonne, et d'un master en comportement organisationnel (2002) de l'Institut supérieur de psychologie appliquée (I.S.P.A) de Lisbonne. Le capitaine Santos a été invité à donner des conférences sur le leadership, la motivation et l'éthique des entreprises à l'ISCTE-IUL, Université de Lisbonne, de 2005 à 2023. Il a publié de nombreux articles scientifiques dans le domaine du développement et de la formation à la direction d'équipe.

Brice Severin Pongui est avocat au Barreau de Brazzaville et médiateur au Centre de médiation et d'arbitrage du Congo (République du Congo).

Depuis janvier 2020, il a rejoint le Programme international du Service forestier Américain comme coordonnateur technique d'un programme de lutte contre l'exploitation forestière illégale en République du Congo et le commerce du bois associé, en collaboration avec le Cameroun et le Gabon.

Il est également le président honoraire de l'Institut Cerveau Vert 2063, une ONG qui travaille dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine au niveau national.

Maître Brice Séverin PONGUI est diplômé de l'École Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENAM), filière Barreau et titulaire d'un Master « Mention environnement et territoire dans le domaine du droit, de l'économie et de la gestion, Spécialité Droit international et comparé de l'environnement » de l'Université de Limoges en 2007. Il est également détenteur de plusieurs certificats délivrés par plusieurs institutions reconnues au niveau international, auteur d'articles scientifiques et d'ouvrages collectifs dans le domaine des changements climatiques, des ressources naturelles, de la sécurité, des énergies renouvelables, de l'intégration régionale et de la justice. Il prépare actuellement une thèse en droit sur l'Accord sous régional sur le contrôle forestier en Afrique centrale.

Depuis 2009, il est consultant en droit et politique de l'environnement et du développement durable.

Il a notamment travaillé comme point focal du Fonds bleu pour le bassin du Congo, consultant ou expert associé dans plusieurs missions juridiques, de communication, de formation et de planification stratégique pour plusieurs organisations du système des Nations Unies, le gouvernement de la République du Congo, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les centres de recherche comme le CIFOR, les institutions de formation, les bureaux d'études, y compris ceux spécialisés dans les évaluations environnementales. Il est également membre de la Commission du droit de l'environnement de l'Union internationale pour

la conservation de la nature (UICN), de la Société française de droit de l'environnement et du Réseau africain francophone des juristes de l'environnement.

Mme. Elisabeth Zé est Chef de la Brigade Commerciale des Douanes du Parc à Bois au Port de Douala ainsi que Secrétaire Permanente du Comité Mixte de Suivi de la Convention MINFI/MINDEF relative à la surveillance douanière du plan d'eau. Dans le passé, elle a également été Chef de Service de Traitement des Manifestes Import au Secteur des Douanes du Littoral II à Douala et Attachée au Cabinet du Directeur Général des Douanes, parmi autres postes professionnelles. Elle a suivi plusieurs formations spécialisées dans le domaine sécuritaire, y compris la Formation des agents des Eaux et Forêts et des Douanes sur les outils SIGIF II (Open Timber Portal, Atlas Forestier Interactif et e-Cites) ; la Poursuite des crimes environnementaux (International Law Enforcement Academy, Botswana) ; le Contrôle du Commerce Electronique (Collège Professionnel du Commerce Extérieur de Shandong, Chine); et plusieurs séminaires du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (Séminaire des dirigeants émergentes du secteur de la sécurité, Alignement des ressources aux stratégies nationales, Gestion des ressources sécuritaires en Afrique). Elle détient un Master en Stratégie, Défense, Sécurité, Gestion des Conflits et des Catastrophes et une Maîtrise en Droit Public de l'Université de Yaoundé II Soa et était formée dans la Section Douanes de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) avec préparation militaire supérieure.